

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

20 juillet 2020

Rédacteurs

Gestion
Recherche Economique

Les investisseurs américains soutiennent la dette de leurs entreprises mais se montrent plus sélectifs dans le choix des gagnants sur les marchés actions.



[Écoutez le podcast](#)

Sommaire

Suivi des marchés p2
Marchés obligataires
Marchés actions

Suivi macroéconomique p3
Etats-Unis
Europe
Asie

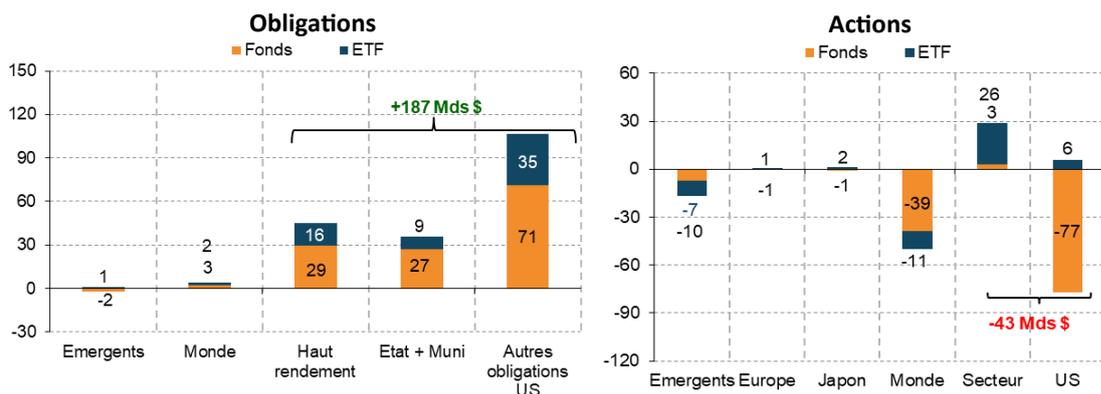
Nous présentons aujourd’hui les flux de collecte sur les fonds ouverts de droit américain sur le deuxième trimestre de l’année. Cette analyse nous permet d’appréhender le positionnement des investisseurs sur les différentes classes d’actifs : entre avril et fin juin, les investisseurs américains souscrivent 190Mds\$ de fonds obligataires mais vendent -71Mds\$ de fonds d’actions.

Sur les marchés de taux, les obligations privées constituent le premier choix d’allocation des investisseurs américains : la catégorie « Autres obligations US » (comportant en grande partie des obligations d’entreprise) collecte +106Mds \$ sur le trimestre. Moins considérables en flux mais plus importantes à l’échelle de l’encours de la catégorie, les souscriptions atteignent +45Mds\$ sur les obligations à haut rendement, équivalant à l’ensemble de la collecte de l’année 2019. La proportion des ETF dans la collecte trimestrielle des produits de taux est de 33%, grâce à l’éligibilité de certains ETF dans les programmes d’achats activés par la Réserve Fédérale. L’importance de l’arbitrage en faveur de la gestion passive depuis le début d’année se confirme, les ETF obligataires collectent +69Mds \$ tandis que les OPC décollectent -60Mds\$. On note que les acteurs de marché américains n’investissent pas en dehors des Etats-Unis : la collecte est atone sur le trimestre.

Sur les marchés actions, les souscriptions nettes de +6Mds\$ sur les ETF ne compensent pas les sorties de -77Mds\$ sur les OPC. L’Europe et le Japon sont les zones résistant le mieux grâce à des flux presque nuls, tandis que ceux-ci sont largement négatifs sur les catégories « Monde » (-50Mds\$), Etats-Unis (-43Mds\$) et sur les pays émergents (-17Mds\$). Malgré des ventes nettes de fonds d’actions américaines, des flux positifs sur les secteurs de la technologie (+13Mds\$) et de la santé (+9Mds\$) illustrent l’engouement des investisseurs pour des secteurs qui tirent les indices vers des nouveaux plus hauts. Ces indices sont d’ailleurs directement investis à travers les ETF, qui représentent 90% de la collecte « sectorielle ».

A la moitié de l’année, la Réserve Fédérale a donc suscité l’intérêt de ses investisseurs pour la dette des entreprises américaines.

Flux nets de souscriptions sur les OPC et ETF de droit américain au T2 2020 (Mds\$)



Sources : Morningstar, Pôle Multigestion Covéa Finance

Suivi des Marchés

Obligataires

Sur la semaine, les rendements évoluent peu à l'exception de l'Italie qui voit ses taux baisser. Aux Etats-Unis, le taux à 10 ans américain finit la semaine en baisse de 2 points de base (pbs) à 0,63%. De son côté, le taux à 2 ans reste ancré autour de 0,15%. Sur le marché monétaire américain, la demande de liquidité continue de baisser à l'image des swaps des Banques Centrales étrangères auprès de la Fed qui s'établissent 154,9 Mds\$ contre un plus haut à 448,9 Mds\$ fin mai. En Zone Euro, à l'exception de l'Italie, les rendements restent relativement stables malgré des émissions importantes (37Mds€ sur la semaine contre 6,5Mds€ attendus la semaine prochaine). Le taux à 10 ans allemand évolue dans une bande de fluctuation de -0,40% à -0,50% depuis le 11 juin. Il finit la semaine en hausse de 2pbs à -0,45%. De leur côté, les taux à 10 ans sont stables à -0,14% en France, 0,42% au Portugal et 0,41% en Espagne. Enfin, en Italie, le taux à 10 ans baisse de 6pbs à 1,17% et revient à 164pbs de l'Allemagne.

Actions

Les marchés actions européens sont en hausse de 1,7% sur la semaine (Indice MSCI EMU, Union Economique et Monétaire européenne), réduisant à 10,3% leur baisse depuis le début de l'année. Ce rebond intervient dans un climat de négociations sur le plan de relance européen alors que la saison de publication des résultats trimestrielle débute. Les services aux collectivités (+3,2) affichent la meilleure performance sur la semaine, notamment grâce aux valeurs italiennes qui bénéficient de la baisse des taux italiens. Le secteur de la santé (+3,2%) progresse également sur la bonne publication de Sartorius. A l'inverse, le secteur de l'immobilier (-2,0%) affecté par la crise sanitaire poursuit sa tendance baissière. La technologie (-0,8%) affiche également une performance négative sur la semaine mais figure toujours en tête du classement depuis le début de l'année. D'un point de vue géographique, l'effet change pénalise la Suisse (+0,8%) et la Grande Bretagne (+1,3%) alors que les pays scandinaves offrent la meilleure performance sur la semaine, Norvège (+5,4%), Suède (+4,1%) et Finlande (+3,3%) sur la bonne publication de DNB et celle d'Ericsson qui entraîne Nokia à la hausse.

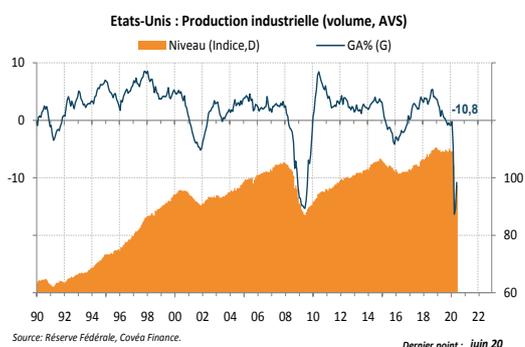
Aux Etats Unis le S&P 500 progresse de plus de 1% sur fond d'inquiétudes liées à l'augmentation des cas de coronavirus partout dans le monde, compensées par des espoirs quant à la sortie de vaccins contre le Covid. La configuration de marché sur la semaine est toutefois assez différente de ce que nous avons pu observer ces derniers mois avec, sur la semaine, une surperformance des cycliques (Industrie, Matériaux, énergie) mais aussi des défensives (santé, services aux collectivités) alors que la technologie, les services de communication et la consommation discrétionnaire subissent des prises de bénéfices.

En Asie, La publication des résultats meilleurs que prévus des sociétés financières américaines et les perspectives de mesures de relance complémentaires ont entraîné une hausse de la plupart des marchés asiatiques. A noté, la forte baisse de la Chine impactée par la fin du statut spécial de Hong Kong et des prises de bénéfices, suite à la forte hausse des trois dernières semaines.

Suivi Macroéconomique

États-Unis

« Le redressement de l'industrie est resté très limité en juin »



Les données d'activité publiées cette semaine témoignent d'un rebond de l'activité au cours du mois de juin, sans retour toutefois à la situation pré-crise. La production industrielle américaine a progressé de 5,4% en juin en glissement mensuel, tirée par un deuxième mois consécutif de fort rebond dans l'industrie automobile (+105% en glissement mensuel). Cette dynamique ne permet pas pour autant d'effacer les pertes d'activité du secteur de mars et avril et la production automobile reste en contraction de 25% par rapport au niveau de juin 2019. Le secteur minier enregistre un 4ème mois consécutif de recul, ce qui porte le repli annuel à -16%. Au total, **la contraction en rythme annuel de la production industrielle se modère passant de -15 à -11%, un niveau toujours très dégradé.**

Cernant la demande des ménages, la progression semble plus significative. En juin, les ventes au détail s'inscrivent en hausse de 7,5% par rapport au mois précédent et se situent 1% en dessous du niveau de février. La dynamique demeure tirée par les secteurs qui avaient été les plus touchés au cours des mois précédents, notamment les secteurs du textile, du mobilier et des équipements électriques. **La bonne tenue des ventes au détail doit être considérée avec prudence dans la mesure où elle repose d'une part sur un effet de rattrapage suite à la réouverture des commerces et d'autre part sur des dispositifs de soutien au revenu qui ont permis le maintien du pouvoir d'achat des ménages.** On peut ainsi s'interroger sur la pérennité de cette dynamique, alors que certaines mesures doivent prendre fin prochainement (la hausse exceptionnelle des indemnités chômage de 600\$ par semaine s'interrompra le 31 juillet en l'absence de nouvel accord au Congrès).

Le Beige Book de la Réserve Fédérale pour la période allant de mi-mai à juin indique que l'activité a augmenté au sein de tous les districts mais reste très en-deçà des niveaux d'avant crise. Selon cette compilation d'éléments qualitatifs sur l'activité, la consommation s'est reprise sur la période, bénéficiant de la réouverture de nombreux commerces. A l'image des données de production de juin, l'activité manufacturière a rebondi mais demeure sur un niveau très faible. Les Réserves Fédérales régionales notent que l'emploi a progressé dans presque tous les districts, en particulier dans le secteur des ventes au détail, de la restauration et de l'hôtellerie.

Du côté de l'emploi, les nouvelles demandes d'allocation chômage témoignent d'une amélioration très modeste du marché du travail début juillet. Le nombre de nouvelles demandes passe de 1,31 à 1,30 millions au cours de la semaine du 11 juillet, soit une baisse de seulement 10 000 personnes. Le nombre de nouvelles demandes demeure historiquement élevé, sur des niveaux très nettement supérieurs à ce qui a été enregistré lors des précédents épisodes de crise.

L'inflation américaine s'est redressée en juin, passant de 0,1% à 0,6% en rythme annuel, sous l'effet d'un rebond sur le mois des prix de l'énergie (+5,6% en glissement mensuel). Les prix des produits alimentaires sont également sur une tendance haussière, tout comme ceux des restaurants. Signe d'une certaine forme de normalisation, les prix de l'habillement et des billets d'avion enregistrent une légère progression sur le mois, après trois mois consécutifs de reculs marqués. L'inflation sous-jacente, hors alimentation et énergie, est restée stable à 1,2%.

Au niveau géopolitique, en répercussion de la loi sur la sécurité nationale qui entérine une reprise en main de Hong Kong par le gouvernement chinois, le Président américain Donald Trump a décrété lundi la fin du traitement préférentiel accordé par les Etats-Unis à Hongkong. Le territoire sera désormais traité comme la Chine en termes de droits de douanes ou d'interdictions de transferts de technologies. Par ailleurs le Président américain a promulgué une loi prévoyant des sanctions contre les dirigeants chinois impliqués dans la répression à Hongkong et contre les banques qui auraient des relations d'affaires avec ces responsables.

Elections 2020

Joe Biden propose un nouveau plan pour le climat de 2000 Mds\$

Le candidat démocrate a dévoilé un plan de 2000 Mds\$ sur 4 ans qui prévoit le développement du véhicule électrique et des transports publics propres, un plan de rénovation énergétique, ainsi que la reconstruction d'infrastructures, notamment de transport. Ce plan, qui vise à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, se veut plus ambitieux que le plan précédent présenté par le candidat à l'été 2019, qui prévoyait 1700 Mds\$ sur 10 ans.

Suivi Macroéconomique

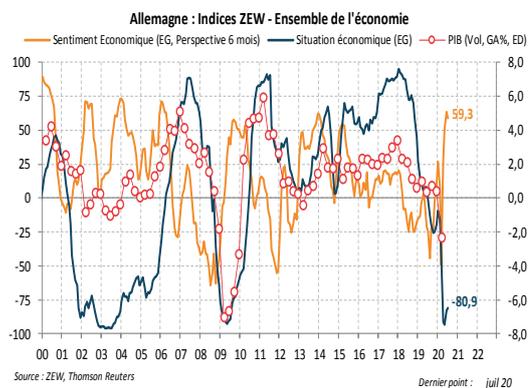
Europe

« Le Conseil européen s'entend sur un plan de relance un peu moins ambitieux »

Le plan de relance voté à l'unanimité auprès des Chefs d'Etat européens porte sur 750 Mds€ dont 390 Mds€ de subventions et 360 Mds€ de prêts. La proposition initiale de la Commission Européenne concernait 500 Mds€ de subventions et 250 Mds\$ de prêts. Les Etats membres se sont également entendus sur un cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-27 de 1074 Mds€. Les fonds employés pour ce plan de relance seront essentiellement empruntés sur les marchés financiers à l'échelle de l'UE avec un remboursement prévu d'ici fin 2058. Cet accord est le fruit de négociations historiquement longues entre les Etats membres qui ont mis en exergue les divisions profondes au sein de l'UE. En particulier, les pays dits « frugaux » (Pays-Bas, Danemark, Suède et Autriche) ont fortement milité en faveur d'une revue à la baisse des ambitions initiales. Ces pays ont toutefois consenti à cet accord en contrepartie de rabais plus importants sur leurs contributions au budget européen. Ces rabais annuels atteindront 1,9 Mds€ pour les Pays-Bas, 0,6 Mds€ pour l'Autriche, 1,1 Mds€ pour la Suède et 0,4 Mds€ pour le Danemark. Le rabais allemand reste inchangé à 3,7 Mds€. Ils seront compensés par tous les autres pays de façon proportionnelle à leur RNB. Sur la question de la décision d'allocation des fonds, il a également été consenti aux pays dits « frugaux » une mesure permettant à un ou plusieurs Etats membres d'alerter sur la déviation d'un pays de ses objectifs de réformes et d'amener le Conseil européen à remettre en cause son accès aux fonds. Un régime de conditionnalité concernant le respect de l'Etat de droit sera également introduit dans le cadre du budget et du plan de relance. Cet accord doit encore faire l'objet de négociations entre le Conseil européen et le Parlement européen puis être voté à une majorité simple par le Parlement avant d'être validé.

Au niveau monétaire, la Banque Centrale Européenne (BCE) a laissé sa politique inchangée lors de la réunion du 16 juillet. La BCE constate le rebond de l'activité au cours des mois de mai et de juin mais demeure très prudente quant aux perspectives à moyen terme, notamment en ce qui concerne la dynamique des prix. Dans un contexte par ailleurs très incertain, le conseil des gouverneurs juge que l'orientation actuelle de la politique monétaire, très accommodante, reste

appropriée. Lors de la conférence de presse, la présidente de la BCE, Christine Lagarde, a noté que l'intégralité du programme d'achats d'actifs PEPP (*Pandemic Emergency Purchase Programme*) devrait être utilisée d'ici à mi 2021. Elle a précisé qu'il faudrait une surprise positive significative pour que la BCE n'utilise pas le programme dans son intégralité. Enfin, C. Lagarde a noté qu'une augmentation du multiplicateur du « *tiering* » (qui détermine le montant des réserves excédentaires exemptées du taux négatif) n'avait pas été évoquée lors des discussions.



Au mois de juillet, l'indice de sentiment économique ZEW envoie des signaux contrastés quant à l'économie allemande. Les perspectives à six mois reculent de 4,1 points et s'établissent à 59,3, un niveau historiquement élevé qui traduit aussi un fort effet de base. En revanche, l'indice concernant la situation économique présente se redresse très légèrement après deux mois de recul et atteint 80,9, un niveau encore très bas. Au total, la perception de la situation économique par les experts allemands du secteur financier semble avoir peu changé. Ces derniers anticipent un retour progressif à la croissance dans la deuxième moitié de l'année et début 2021.

Les résultats de l'enquête trimestrielle de la BCE sur les conditions de crédits témoignent d'une augmentation significative des demandes de crédits de la part des entreprises au cours du deuxième trimestre (plus haut depuis le début de l'enquête, en 2003), une hausse qui s'expliquerait principalement par des besoins de liquidités très importants. Au troisième trimestre, les banques anticipent un recul de la demande de prêt des entreprises. Au cours du deuxième trimestre, les conditions de crédits pour les prêts aux entreprises ne se sont que légèrement durcies, et de manière moins prononcée que lors du trimestre précédent. Du côté des ménages, les banques rapportent un recul de la demande ainsi qu'un durcissement des conditions de crédits.

En France, le nouveau Premier ministre, Jean Castex, a dévoilé les contours du plan de relance de 100 Mds€, dont les détails devraient être communiqués fin août. Ce plan, qui représente près de 4% du PIB, comprendrait 40 Mds€ consacrés à l'industrie via des allègements des impôts de production, 20 Mds€ destinés aux développements des technologies vertes et à la rénovation thermique des bâtiments, 30 Mds€ pour les dispositifs de chômage partiel et divers programmes d'investissement dans la santé (6 Mds€), la formation (1,5 Mds€) et la recherche publique (25 Mds€ sur 10 ans).

Au Royaume-Uni, **l'indicateur mensuel du PIB indique un recul très important de l'activité en mai (-19,1% par rapport à l'année dernière).** La chute de l'activité est généralisée avec une contraction de l'industrie manufacturière (-18%), de la construction (-30%) et des services (-20%). Pour autant, **le taux de chômage reste encore très faible au mois de mai à 3,9%.** Cette résistance peut s'expliquer par les mécanismes de sauvegarde de l'emploi mis en place par le

Suivi Macroéconomique

Asie et reste du monde

« La reprise de l'industrie chinoise prend corps alors que la consommation reste fragile »



La croissance trimestrielle du PIB chinois rebondit à 11,5% au T2 2020, d'après le Bureau national de statistique. En glissement annuel, l'activité progresse de 3,2% au T2 2020 après le recul de 6,8% enregistré au T1. L'économie est notamment tirée par le dynamisme de l'industrie qui a progressé de 4,4% sur le T2 en GA avec des performances particulièrement positives sur le mois de juin qui peuvent en partie s'expliquer par les mesures budgétaires de soutien au développement des infrastructures mises en place par le gouvernement. En revanche, la faiblesse de la consommation se maintient comme l'illustre la fragilité des ventes au détail qui se contractent de -3,9% au T2 malgré le dynamisme des ventes en ligne. Les importations et les exportations se maintiennent en déclin à -3,3% et -3% respectivement sur le trimestre mais les données de juin laisse entrevoir un certain redressement des exportations.

La Banque du Japon (BoJ) a maintenu le statu quo de sa politique monétaire. La BoJ a toutefois alerté sur les risques baissiers sur l'activité et les prix avec une révision à la baisse de ses projections pour l'année fiscale 2020-21 à -4,7% pour le PIB et -0,5% pour l'inflation dans un scénario où une deuxième vague épidémique serait évitée.

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		févr.-20	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20		
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-0,2	-4,8	-16,3	-15,4	-10,8			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	3,1	-4,3	-16,3	-9,8				
	Créations / Destructions nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	251	-1373	-20787	2699	4800			
	Exportations (volume, CVS, GA%)	1,3	-5,1	-22,0	-28,3				
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	3,0	3,4	8,0	6,6	5,0			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	2,3	1,5	0,3	0,1	0,7			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4483,9	4600,7	4673,4	4729,1			
		Taux de chômage (%de la population active)	7,2	7,1	7,3	7,4			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,2	0,7	0,3	0,1	0,3		
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	94,0	80,8	70,2	81,6	93,3		
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	2,8	0,0	-5,8	6,8			
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	1,9	-15,2	-37,1	-29,4			
	France	Exportations (valeur, CVS, GA%)	1,5	-11,5	-31,0	-25,5			
		Banque de France - Climat des affaires (indice)	94,8	53,9	50,0	83,1	89,2		
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	10,8	8,9	-16,0	-19,2	-16,1		
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-1,3	-16,5	-32,7	-8,3			
	Italie	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,5	-17,8	-35,0	-23,4			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-1,2	-18,7	-44,1	-37,3			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,3	-29,4	-43,4	-20,3			
		PMI Manufacturier (Indice)	48,7	40,3	31,1	45,4	47,5		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	4,4	-14,4	-44,0	-25,6			
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,7	-14,1	-34,1	-24,5			
		PMI Manufacturier (Indice)	50,4	45,7	30,8	38,3	49,0		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	0,8	-16,3	-39,9	-31,3			
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,2	-7,4	-23,9	-20,1			
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	0,0	-6,0	-22,7	-13,2			
		Inflation (prix à la consommation, GA%)	1,7	1,5	0,8	0,5	0,6		
	Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	-3,1	-6,9	-12,0	-13,9		
			Exportations (valeur, CVS, GA%)	-5,8	-10,7	-22,6	-25,4	-26,8	
			Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	0,8	0,1	-0,7	-2,1		
Chine		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,5	0,4	0,1	0,0			
		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	-13,5	-1,1	3,9	4,4	4,8		
Autres émergents	Brésil	Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)	-39,2	-25,9	-18,7	-11,8	-7,7		
		Imports (valeur, NCVS, GA%)	126,5	-1,0	-14,2	-16,7	2,7		
Autres émergents	Russie	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	0,2	-8,0	-25,6	-20,4			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	4,0	3,3	2,4	1,9	2,1		
Autres émergents	Russie	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	3,3	0,4	-6,6	-9,6	-9,4		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	2,3	2,6	3,1	3,0	3,2		

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	25/06/20	17/07/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 25/06/20 (% ou pbs)*
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	0,25	0,25	-1,50	0,00
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		BOE	0,75	0,10	0,10	-0,65	0,00
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00
		Banque de Corée	1,25	0,50	0,50	-0,75	0,00
		Brésil	4,50	2,25	2,25	-2,25	0,00
		Russie	6,25	4,50	4,50	-1,75	0,00
		Inde	5,15	4,00	4,00	-1,15	0,00
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00
	Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	0,69	0,63	-1,29	-0,06
		France OAT	0,12	-0,12	-0,14	-0,26	-0,02
		Allemagne	-0,19	-0,47	-0,45	-0,26	0,02
		Italie	1,41	1,31	1,17	-0,24	-0,14
		Royaume-Uni	0,82	0,15	0,16	-0,66	0,01
		Japon	-0,01	0,02	0,02	0,04	0,01
		Corée du Sud	1,63	1,34	1,35	-0,28	0,01
		Brésil	3,71	4,90	4,71	1,00	-0,19
	Russie	6,28	5,72	5,84	-0,44	0,12	
	Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	235,0	236,5	-0,49	0,66
Marchés des changes	Contre euro (1 € =...devises)	Dollar	1,12	1,12	1,14	1,9	1,9
		Sterling	0,85	0,90	0,91	7,5	0,7
		Yen	121,8	120,3	122,3	0,5	1,7
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1167	1205	1205	3,3	0,0
		Real brésilien	4,0	5,4	5,4	33,6	0,4
		Rouble	62,1	69,0	71,9	15,8	4,1
		Roupie indienne	71,4	75,7	75,0	5,1	-0,9
		Yuan	7,0	7,1	7,0	0,4	-1,2
Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	3084	3225	-0,2	4,6
		Japon - Nikkei 300	352	323	326	-7,4	1,0
		France - CAC 40	5978	4919	5069	-15,2	3,1
		Allemagne - DAX	5971	5302	5611	-6,0	5,8
		Zone euro - MSCI EMU	132	114	118	-10,3	4,1
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	6147	6290	-16,6	2,3
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2112	2201	1,2	4,2
		Brésil - Bovespa	118573	95983	102888	-13,2	7,2
		Russie - MICEX	3076	2761	2775	-9,8	0,5
		Inde - SENSEX	41254	34842	37020	-10,3	6,3
		Chine - Shanghai	3050	2980	3214	5,4	7,9
		Hong Kong - Hang Seng	28190	24782	25089	-11,0	1,2
		MSCI - BRIC	1129	1039	1099	-2,6	5,8
	Euro	S&P (€)				-2,1	2,6
		Nikkei 300 (€)				-7,8	-0,8
		FTSE 100 (€)				-22,4	1,7
	Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	317	333	-14,1
Indice CRB**			402	362	367	-8,7	1,3
Energétiques		Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	41	43	-34,6	5,1
Métaux précieux		Prix de l'once d'Or	1523	1762	1810	18,8	2,7
		Prix de la tonne de cuivre	6174	5893	6448	4,4	9,4

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.